

Vincent Duclert

ARMÉNIE

Un génocide sans fin
et le monde qui s'éteint



LES BELLES LETTRES

Vincent Duclert

Arménie

Un génocide sans fin
et le monde qui s'éteint

Les Belles Lettres
2023

*Les droits d'auteur de cet ouvrage sont intégralement reversés
au Conseil scientifique international (CSI)
pour l'étude du génocide des Arméniens,
devenu le 28 février 2023 à Paris
le Conseil Scientifique international (CSI)
pour l'étude des génocides*

© 2023, Société d'édition Les Belles Lettres
95, bd Raspail, 75006 Paris
www.lesbelleslettres.com

ISBN : 978-2-251-45496-2

Ce livre paraît dans les jours de septembre 2023, alors que le monde se souvient doublement de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, à Paris le 9 décembre 1948, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et du déclenchement il y a trois ans de la « guerre des 44 jours » de l'Azerbaïdjan et de la Turquie contre les Arméniens du Caucase, au Haut-Karabagh, en République d'Arménie.

Ces deux commémorations résonnent tragiquement. Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman, dont la phase paroxysmique est lancée de 1915 à 1917 par la volonté du régime unioniste des Jeunes-Turcs, continue à l'heure où nous écrivons. Le texte de la Convention voulue par le juriste Raphaël Lemkin nous l'apprend. Elle s'applique au processus actuel de destruction des Arméniens du Caucase. Que le génocide des Arméniens n'ait pas été reconnu internationalement – alors que la Convention a été conçue et adoptée en réponse au sort inqualifiable des Arméniens d'Orient durant la Première Guerre mondiale et à celui des Juifs d'Europe durant la Seconde Guerre mondiale – n'est pas sans relation avec la « guerre des 44 jours ». Et celle-ci se poursuit et révèle de jour en jour son véritable visage.

Avec la guerre d'agression de l'Azerbaïdjan et de la Turquie contre le Haut-Karabagh, avec la mise en danger mortel de toute la République d'Arménie, revient le projet génocidaire qui s'est abattu sur les Arméniens en 1915. L'extermination

de cette grande et loyale minorité chrétienne de l'Empire ottoman n'a été ni reconnue ni jugée, mais niée et poursuivie sous d'autres formes par les puissances azerbaïdjanaise et turque. Ces deux États ont dépendu fortement pour leur avènement des conséquences démographiques, politiques et idéologiques du premier génocide du ^{xx}^e siècle, tandis que les rescapés n'ont connu la survie qu'au prix d'un exil sans retour, ou de l'insécurité permanente du seul petit État arménien, né au Caucase en 1919.

Aussi l'offensive meurtrière des deux États anti-arméniens, déclenchée le 27 septembre 2020 contre ce peuple survivant du génocide, la terreur projetée sur les combattants et les civils au milieu des ruines de leurs espoirs, et cette résistance héroïque des Arméniens alors que le monde les abandonne, tous ces événements qui paraissent lointains et étrangers, prennent-ils d'intenses significations historiques, politiques et morales. Nul ne peut les ignorer. L'Europe, l'Amérique et le Moyen-Orient, vers lesquels se sont tournés les survivants arméniens du génocide, la France qui les a accueillis en nombre, ont des responsabilités singulières en termes de solidarité. Mais la mobilisation internationale pour la survie des Arméniens va au-delà de ce que l'humanité se doit, face aux guerres d'agression, de destruction et d'extermination.

Le combat contre les génocides ne peut exister sans l'engagement, ici et maintenant, pour la vérité sur le sort des Arméniens depuis la fin du ^{xix}^e siècle et la répétition de la « guerre d'extermination » identifiée par Jean Jaurès dès 1897. La mort des Arméniens est un monde qui s'éteint, celui de l'humanité en chaque peuple, en chaque société, en chaque personne vivante. Il existe une conscience arménienne du monde et ce livre ambitionne de la ranimer, de l'exprimer. La détermination de l'auteur, historien depuis vingt ans du premier génocide du ^{xx}^e siècle, reste intacte. Contre une guerre sans fin et le monde qui s'éteint, rien ne peut dissuader d'agir pour les Arméniens. Pour une idée d'humanité qui emporte avec elle la raison humaine, le devoir de justice et l'éthique de vérité.

Historien spécialiste des génocides et des processus génocidaires, Vincent Duclert mène depuis 2003 des recherches sur le génocide des Arméniens. Il a co-organisé le colloque international « Le génocide des Arméniens de l'empire ottoman dans la Grande Guerre. Cent ans de recherche » à l'occasion du centenaire de 2015. Enseignant-chercheur à l'EHESS, ancien directeur du Centre Raymond Aron, il a présidé la Mission d'étude en France sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse (2016-2018) et la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (2019-2021).

Préface

C'est un dimanche ensoleillé de juin 2023 à Paris, sur la colline du Trocadéro où, soixante-quinze ans plus tôt, a été adopté par les Nations Unies réunies en assemblée générale le 9 décembre 1948, le texte de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Une petite foule compacte est rassemblée dans un coin de la place, à l'écart du parvis des Droits de l'Homme, l'esplanade majestueuse ouvrant sur la tour Eiffel. Elle arbore des drapeaux français, arméniens et, pour les initiés, les couleurs de l'Artsakh du Haut-Karabagh, cette petite République aujourd'hui mutilée où des Arméniens résistent à des envahisseurs infiniment supérieurs en nombre et en moyens, sans espoir d'une aide décisive de la République d'Arménie. Elle aussi acculée, défaite dans la seconde guerre du Haut-Karabagh, quarante-quatre jours du 27 septembre au 10 novembre 2020, par l'Azerbaïdjan et son allié turc, elle vit dans la crainte d'une reprise du conflit. L'Arménie assiste, impuissante, à l'agonie de l'Artsakh, avec l'occupation du seul lien des Arméniens du Haut-Karabagh avec le monde extérieur, le corridor de Latchine, en théorie sous contrôle de la Russie dans le cadre du cessez le feu¹, et depuis

1. Selon la déclaration trilatérale de l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Russie du 9 novembre 2020, le corridor de Latchine était placé « sous le contrôle du contingent russe de maintien de la paix », et l'Azerbaïdjan s'engageait à y garantir la libre circulation.

le 12 décembre 2022 investi par l'Azerbaïdjan. Ce désengagement russe au profit de cette dernière est un avertissement pour l'Arménie. La Russie la menace à son tour. Le choix de la démocratie à Erevan fait peser sur le pays un risque comparable au crime d'agression de la Russie sur l'Ukraine. Le temps viendra de l'anéantissement de l'Arménie si rien n'est fait pour elle aussi. À ce terme, le génocide des Arméniens aura connu sa dernière phase d'extinction de tout espoir d'une vie après la catastrophe. Qui se souviendra alors des Arméniens ? Les génocidaires auront gagné leur guerre d'extermination, une guerre de plus de cent ans, défiant tout ce que le monde a pu préserver malgré tout de lois d'humanité et de conscience publique. Les pires extrémités ne connaîtront alors aucune limite – c'est cela qui se joue très clairement dans les confins du Caucase, avec cent vingt mille Arméniens affamés dans leur enclave qu'aucun pays ne reconnaît sinon la seule République d'Arménie. Un immense ghetto à ciel ouvert où des gens vont mourir, inexorablement, muets de terreur et de souffrance. Est-ce ce monde-là que nous voulons ? Un monde qui s'éteint quand les génocides deviennent sans fin.

* *

Contrairement à Kiev, Erevan ne peut attendre de secours des Occidentaux, sinon des déclarations de solidarité, dont celle de la France. Mais rares sont ses représentants à honorer de leur présence le rassemblement des organisations arméniennes de France, le CCAF, en ce dimanche 4 juin 2023. Pourtant, leur place est avec les Arméniens, qui découvrent avec effarement que l'entreprise génocidaire de 1915, ambitionnant de les anéantir comme groupe humain, existence sociale, conscience historique, se poursuit au Haut-Karabagh. Les crimes de guerre commis contre les soldats et les civils arméniens dans un conflit de très haute intensité, les pratiques de terreur sur les populations, engendrent une déshumanisation, dans le but de détruire les ressorts psychologiques et les forces morales

des combattants civils et militaires. Et maintenant, voici que le blocus auquel l'enclave est soumise depuis le 12 décembre 2022 relève des définitions du crime de génocide fixées par la Convention des Nations Unies du 9 décembre 1948 dans son article II.

- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

Coupés du monde par la fermeture du seul corridor qui relie l'Artsakh à l'Arménie, les cent vingt mille Arméniens demeurant au Haut-Karabagh sont désormais en danger de mort, condamné à brève échéance à périr dans les atroces tortures de la famine.

Nous n'hésitons pas l'écrire, l'offensive turco-azerbaïdjanaise réactive une guerre d'extermination contre les Arméniens, conduite par deux États, il faut s'en souvenir, qui soumettent leur identité historique à la négation du génocide de 1915 et à son parachèvement dans les années de sortie de guerre. Ce qui se joue avec la guerre déclenchée le 27 septembre 2020 et l'internement des Artsakhiotes, dans leur patrie transformée en mouiroir, n'est que la continuation sous d'autres formes du génocide perpétré contre les Arméniens ottomans, lui-même précédé de grands massacres à haute intensité dans l'Empire ottoman au tournant du siècle. C'est un génocide sans fin qui se perpétue.

Et ce qui se joue alors dans ces confins lointains du Caucase est, ni plus ni moins, que le sort d'une certaine idée de l'humanité auquel les Arméniens ont lié leur nom, parce que leur histoire révèle ce qu'un peuple peut subir de violence jusqu'au bout de la nuit. Et comment, toutefois, contre l'entreprise génocidaire, des résistances inouïes se font jour, hier comme aujourd'hui et comme demain. Les Arméniens ont tant à nous apprendre. Une idée traverse leur histoire, qui

affirme que la vérité doit être protégée contre la négation, qu'un peuple quel qu'il soit ne peut être rayé de la carte du monde par le pouvoir d'un État ou d'un groupe, que la justice doit s'exercer contre les auteurs des crimes au regard du droit international, que les survivants ne sont plus traqués pour mourir à leur tour mais défendus universellement en vertu des lois humaines et de la conscience publique.

Si les Arméniens du Haut-Karabagh succombent, parce que le génocide n'est pas terminé, parce qu'il est réactivé sous d'autres formes, alors c'en est fini de cette idée d'humanité déjà très menacée. Sa disparition, aux conséquences dramatiques pour des peuples persécutés, ne peut que l'être aussi pour nos propres sociétés dont, pour le moins, le versant démocratique, qui s'écroulera. L'enclave assiégée du Haut-Karabagh et le sort des Arméniens de l'Artsakh sont bien plus proches de Paris, de Berlin, d'Athènes ou de Londres qu'on ne le croit, à l'abri de frontières qui n'offrent plus qu'une illusoire sécurité. Mêmes les garanties qu'apporteraient les accords signés ou les injonctions du droit sont sans valeur ni effet. Que vaut la signature des dictatures ?

L'engagement de libre circulation dans le corridor de Latchine est violé depuis le 12 décembre 2022 par l'Azerbaïdjan. La décision de la Cour internationale de justice (CIJ) du 22 février, ordonnant d'« assurer la circulation sans entraves des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine » laisse Bakou de marbre. Il y a « urgence » à mettre fin au blocus selon la présidente de cette haute cour des Nations unies, Joan Donoghue, citée par *Le Monde*, estimant qu'il pourrait causer « un préjudice irréparable¹ ». L'Union européenne, décidée à déployer des observateurs à la frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, défie la Russie qui s'y oppose.

1. « La Cour internationale de justice ordonne à l'Azerbaïdjan de mettre fin au blocage du corridor de Latchine vers le Haut-Karabakh », *Le Monde*, 23 février 2023.



Comprendre le monde tel qu'il est, c'est déjà se préparer à agir pour lui donner un avenir. Ce livre est là pour le dire, pour le démontrer pour se garder des périls de l'oubli et des mythes de la connaissance, un même renoncement à l'histoire. Comme d'autres peuples disparus ou en voie de l'être, les Arméniens du Haut-Karabagh, si peu nombreux, si vulnérables, révèlent au monde sa propre fragilité. Ils désignent très précisément les mécanismes de la perte d'humanité, de son effondrement qui menacent un jour toutes les sociétés. Accepter qu'un génocide s'accomplisse sans fin contre les Arméniens, c'est consentir à leur disparition et c'est laisser le monde s'éteindre tant les Arméniens lui apportent d'humanité et de savoir. L'humanité à laquelle on se doit se révèle dans toute sa vulnérabilité, mais aussi dans toute son extrémité avec le crime commis de génocide.

Peut-être que des logiques impériales, qui n'ont jamais été plus fortes depuis le temps des empires et l'affrontement Est-Ouest, repoussent indéfiniment le devoir d'humanité sans lequel pourtant le monde va à sa perte. Défendre les Arméniens, sauver l'Arménie, c'est lui donner un jour nouveau. Et cela, très concrètement, à notre portée.

Ce propos d'un historien des génocides pourrait sembler très déclaratif, comme tant d'autres proclamations de principe auxquelles les intellectuels attachent leurs noms. On leur reproche souvent cette posture de clercs incapables d'actions concrètes et d'expériences vécues. En conséquence, des appels comme celui-ci à se porter vers les Arméniens, à combattre pour l'Arménie, n'auraient aucune valeur d'efficacité et même d'exemple. J'ai conscience du risque. On ne peut pourtant, parce que c'est ainsi qu'on est, s'abstenir d'exprimer les raisons d'un combat, même si elles renvoient à des principes généraux et des exigences de libertés. Il faut, quoi qu'il arrive, revenir au sens profond des choses, et la recherche le permet.

J'entends que cela puisse ne pas être suffisant, et particulièrement dans les temps qui sont les nôtres, d'urgence absolue en de nombreux points du globe. Aussi faut-il mettre la recherche en acte. La première partie du livre se propose d'y contribuer. La recherche en acte est celle qui frappe à la porte des sociétés comme le mendiant frappe à celle du foyer¹, échappant aux ténèbres si on lui ouvre, comme les Arméniens se libérant de la nuit du passé qui les engloutit. À condition que cette libération soit une œuvre commune, parce que le génocide sans fin est de la responsabilité de l'humanité entière. Chacun fait face à sa conscience, en ces circonstances particulièrement. Mais comment la conscience s'éveille-t-elle et pourquoi ? Peut-être transcendante et philosophique, elle est aussi très historique, au sens qu'elle se construit à l'épreuve de situations vécues.

Aussi ai-je choisi, au terme de cet ouvrage, d'aborder ma rencontre avec l'Arménie, de situer les liens qui m'unissent désormais aux Arméniens, alors que rien ne me prédestinait au départ à cette solidarité. Ce chemin est éclairé par les lumières d'Istanbul. La ville du Bosphore entre Europe et Asie, de la mer Noire à la Méditerranée, occupe une place essentielle dans mon existence comme dans ma venue à la connaissance du génocide des Arméniens. C'est là, un jour d'avril 1915, que débuta la destruction d'un peuple, un événement qui était, croyait-on, surgi de nulle part et qui allait sortir de l'histoire, englouti dans le néant.

1. « Dans une société telle que la nôtre, écrit l'historien et anthropologue Jean-Pierre Vernant, chacun prétend pouvoir mener sa barque comme il l'entend. Mais le sentiment de la dette demeure », souligne-t-il en citant son amie, anthropologue et résistante elle aussi, Germaine Tillion : « lorsque quelqu'un frappe à la porte, il y a ceux qui ouvrent et ceux qui n'ouvrent pas. Celui qui ouvre, c'est celui qui se sait en dette. » Jean-Pierre Vernant relève ce que les Grecs disaient déjà, « qu'il fallait ouvrir quand on venait frapper chez vous, parce que, n'est-ce pas, comment savoir si le vieux clochard qui empuantit alors votre jardin n'est pas en réalité un dieu venu vous visiter pour voir si vous vous sentez en dette ? » (Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, coll. « La librairie du xx^e siècle », p. 628).

Si notre devoir commun est d'agir face à la nuit du passé, face à la mort au présent, par la recherche en acte qui devient un combat désormais, alors il faut repartir du début, revenir aux origines, recommencer pour ne plus subir, comme René Char l'écrivait en 1947 en rendant hommage à la mémoire du jeune Dominique Corti disparu dans les camps nazis pour faits de résistance.

Dominique Corti, toi sur qui l'avenir comptait tant, tu n'as pas craint de mettre le feu à ta vie... Nous errerons longtemps autour de ton exemple. Il faut revenir.

– « J'adresse mon salut à tous les hommes libres », t'estu écrié. Il faut revenir.

Tout est à recommencer.¹

Tout est à recommencer, et tout est possible encore. L'Arménie peut vivre si le monde ne l'abandonne pas une seconde fois. C'est la raison de ce livre, pour que l'avenir ne périclite pas et qu'un combat s'engage.

1. René Char, dans *Cinq parmi d'autres*, Paris, Minuit, 1947, réédité in *À la recherche de la base et du sommet*, Paris, Gallimard, 1955. Fils de l'éditeur José Corti, membre du réseau Marco Polo, Dominique Corti est arrêté à 19 ans et déporté dans les camps de Buchenwald puis d'Ellrich, où il décède.